

Pour la Macronie, « il n’y a pas d’alternative »

RETRAITES Élisabeth Borne doit présenter le projet controversé, ce 10 janvier. L’exécutif et ses alliés ont déjà rodé leurs arguments, frappant « d’irresponsabilité » et de « dogmatisme » toute opposition à leur réforme ou toute proposition alternative.

Après un premier report, cette fois-ci, ça y est. Élisabeth Borne doit présenter, ce mardi, le contenu du projet de loi relatif à la réforme des retraites, marqueur emblématique de la campagne d’Emmanuel Macron en 2022. Et donner, ce faisant, le coup d’envoi de la première grosse bataille sociale du deuxième quinquennat du chef de l’État. Le texte, qui devrait privilégier un report de l’âge légal à 64 ans (et non 65 ans, comme envisagé), à la suite d’un accord avec « Les Républicains », atterrira ensuite en Conseil des ministres, le 23 janvier, avec pour optique une ouverture des débats à l’Assemblée nationale début février.

Débats? La chose n’est pas si évidente pour la Macronie, qui prétend au contraire que la réforme est incontournable et qu’« il n’y a pas d’alternative », selon la formule chère à Margaret Thatcher. Et ce, malgré le front composite qui se dresse devant la majorité: les syndicats, bien sûr, l’opposition de gauche, évidemment, mais aussi le Rassemblement national et même une partie de la droite. Sans compter l’opinion publique: entre 55 et 79 % des Français sont opposés à un recul de l’âge légal de départ en retraite à 64 ou 65 ans. « *Beaucoup de Français me disent leurs interrogations, concède le ministre du Travail Olivier Dussopt, en charge de la réforme controversée. Mais beaucoup d’autres savent aussi que l’âge de départ à la retraite bougera à un moment ou à un autre, et qu’on n’y coupera pas.* » Une fin de non-recevoir qui existe aussi en version plus brutale, dans la bouche de Gabriel Attal, ministre des Comptes publics: « *C’est la réforme ou la faillite.* »

L’ÉTERNELLE RENGAINÉ DU « TRAVAILLER PLUS »

Puisqu’il n’y a donc pas le choix, l’enjeu n’est alors pas tant de débattre, pour la Macronie, que de bien expliquer aux «*Gaulois réfractaires*» le bien-fondé de la réforme. « *Nous n’avons pas, collectivement, fait l’effort de pédagogie nécessaire* », regrettait déjà, début décembre, le haut-commissaire au plan, François Bayrou, dont le groupe Modem votera bien entendu le texte dans l’Hémicycle.

« *Sur les retraites, il ne s’agit pas d’être dogmatiques mais pragmatiques* », explique encore la députée Prisca Thévenot, porte-parole de Renaissance. « *Il faut considérer la situation démographique qui se déséquilibre et que le système actuel n’est pas la panacée, notamment en matière d’égalité hommes-femmes ou de pensions de retraite.* » Une rhétorique bien connue en Macronie, relève la sémiologue Marie Treps: « *Ces prises de parole cherchent à renvoyer les oppositions au camp de l’idéologie, avec cette idée que le gouvernement, lui, est raisonnable, fait ce qui est nécessaire, et met les mains dans le cambouis.* »